



Face à l'insupportable AGISSONS !

SOUTIEN À LA MOBILISATION NATIONALE POUR LA LOI-CADRE INTÉGRALE CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES AU TRAVAIL ET DANS LA SOCIÉTÉ

Face au fléau des violences sexistes et sexuelles (VSS) au travail et dans la société, il n'est pas question de demi-mesure. Le gouvernement et le Parlement doivent débloquent 2,6 milliards d'euros, dont 344 millions rien que contre les VSS, permettant une prévention et une lutte efficaces. En cela, la proposition de loi-cadre intégrale de lutte contre les VSS comprend des mesures pour la justice, l'école, la santé, la police... et la coordination des actions.

Les faits dramatiques se suivent et, malheureusement, se ressemblent : la mort de Lyhanna, les crimes commis sur Gisèle Pelicot, les centaines de féminicides par an (107 en 2024), 160 000 enfants victimes de violences sexistes et sexuelles chaque année... Des faits insoutenables, abjects et condamnables qui doivent continuer à nous interroger sur la société dans laquelle nous vivons.

La CGT réaffirme son soutien à la famille de Lyhanna comme aux proches de toutes les victimes en attente de justice. Vous n'êtes plus seules, le silence et l'inaction ne vaincront pas.

Nous vivons dans une société capitaliste patriarcale où la domination masculine se rencontre à chaque coin de rue et transpire dans nos institutions. Si le manque de moyens (humains et financiers) est pointé du doigt pour mettre en cause l'inaction et l'inefficacité de certains services publics, comme la police et la justice, ce n'est pas le seul.

Oui, les deux quinquennats de Macron se sont davantage employés à attaquer la Fonction publique qu'à donner les moyens aux millions d'agent-es qui la composent et reconnaître leur travail et leur implication.

Au lieu de cela, Macron a privilégié le capital, sous-estimé les faits des agresseurs, revictimisé les victimes et préparé la guerre avec des budgets toujours en hausse.

Mais pas seulement. Ce que nous démontrent ces faits, c'est bien un système ancré dans la société qu'il faut combattre par des changements de mentalités dans les familles, à l'école, sur les lieux de travail, en passant par la justice, la police, les hôpitaux, la rue...

Et ce n'est pas la proposition de loi du « SURE », avec la mesure phare du « plaider coupable », qui va répondre aujourd'hui aux problèmes des violences faites aux enfants et aux femmes. Soyons réalistes : très peu d'enquêtes et de condamnations sont déjà engagées. Il s'agit de mettre en application une justice expéditive. Le fait que l'accord de la victime soit requis n'est absolument pas une garantie puisqu'il ne s'agit pas d'un choix réel au regard des délais d'audience, il s'agit plutôt de lui demander une contrepartie : une sanction plus rapide de l'auteur des faits en échange d'un accord pour une absence de procès.

Il s'agit là non pas de rendre la justice mais de faire de la pure gestion procédurale des actes criminels, qui s'inscrit donc dans la dérive gestionnaire de ces dernières années, laquelle ne cesse de créer perte de sens au travail et déshumanisation de la justice rendue.

Ne laissons pas notre colère être détournée et instrumentalisée par des mesures qui remettraient en cause la démocratie et la cohésion sociale. Les plus vulnérables, dans notre pays, n'ont comme richesse que les services publics, notre bien commun à toutes et tous. Ils doivent donc avoir les moyens de fonctionner avec des personnels sécurisés, formés et reconnus.

Pour ne plus être les témoins impuissants des crimes commis, pour ne plus entendre que les enfants à qui on doit protection sont violés ou victimes du système prostitutionnel dans le lieu qui doit leur garantir une protection (les foyers, les écoles...), pour que les victimes soient enfin entendues, accompagnées, **exigeons des moyens !**



POUR LUTTER CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET AUX ENFANTS, PLUSIEURS SOLUTIONS EXISTENT :

- Une loi-cadre transversale portée par la CGT, aux côtés de 130 associations, syndicats et organisations, la coalition féministe et enfantiste, qui vient compléter ou améliorer l'existant pour la lutte contre les VSS.



PAR AILLEURS, EXIGEONS :

- Que le prochain accord égalité professionnel dans la FP soit protecteur envers les victimes et mette au banc les employeurs qui n'exercent pas leur responsabilité.



- L'abrogation de loi de transformation de la FP et contre le vol de budget du CNFPT afin de garantir la formation des personnels.
- Des moyens à la hauteur du fléau que nous voyons chaque jour se dérouler sous nos yeux !
- La prise en compte de la responsabilité des présidents de département en matière d'aide sociale à l'enfance.

- De réelles politiques d'égalité au travail (égalité salariale, nouveau droit à la santé hormonale, prévention et lutte contre les VSS au travail, accompagnement des victimes...).
- Un sursaut féministe engageant toute la société pour l'égalité, pour la protection de toutes et tous, contre toutes les formes de violences du capital et des porteurs de haine comme l'est l'extrême droite dans sa diversité.
- L'application inconditionnelle de la Convention internationale des droits de l'enfant.
- Le renforcement du service public tel que préconisé par la CIIVISE en matière de prévention et de lutte contre les violences sexuelles sur mineurs.

Des millions d'agentes et d'agents exercent tous les jours dans des conditions indignes, épuisés du manque de moyens et de reconnaissance, cela doit changer !

DÈS À PRÉSENT, LA FDSP CGT APPELLE L'ENSEMBLE DE SES SYNDICATS, DES AGENT·ES ET DES SALARIÉ·ES À PARTICIPER À TOUTES LES MOBILISATIONS ET ACTIONS POUR GAGNER LE VOTE DE LA LOI INTÉGRALE.

Nous rappelons que lutter contre les VSS est un combat de chaque instant qui se mènera aussi par la prise de conscience du continuum des violences, des enfants aux adultes.

À ce titre, les mobilisations du 29 septembre dans la Fonction publique, de « Pas de bébé à la consigne » le 8 octobre, tout comme la journée internationale pour l'abolition des violences faites aux femmes le 25 novembre, doivent être pleinement investies pour gagner des changements MAINTENANT !

